

AKTUELL



PHOTO: SIP

POLITIQUE CULTURELLE

Habemus Tonnar

Luc Caregari

Vers une politique culturelle avant tout symbolique. C'est ce qu'on retiendra des résultats du sondage sur « l'importance de la culture dans la société luxembourgeoise » présenté cette semaine.

Plus connu que Fausti et Thierry Van Werveke. S'il y a un grand vainqueur du sondage sur la consommation culturelle présenté mardi dernier par le premier ministre et ministre de la Culture, Xavier Bettel, c'est bien Serge Tonnar. Pour le reste, le résultat est plutôt mitigé. Neuf pour cent seulement des personnes interrogées ont flatté l'ego du troubadour national, tandis que 44 pour cent n'ont pas su évoquer un seul nom d'artiste grand-ducal - non, le sondage a aussi révélé la relation paradoxale que les résidents luxembourgeois entretiennent avec leur scène culturelle.

Ainsi, si 92 pour cent de la population interrogée est d'avis que le pays a une « culture propre » et qu'il n'a pas à rougir devant ses voisins, seuls 21 pour cent disent « profiter beaucoup » de l'offre culturelle du grand-duché. Au-delà du fait que même le dernier plouc venu vous dira qu'il est fier de « sa » culture si on le lui demande dans un sondage, se pose la question de l'acceptation de la scène culturelle et de son implantation dans la société.

Même le dernier plouc venu est fier de sa culture

Certes, seule une minorité pense que la culture n'est réservée qu'aux élites, mais dans le même temps la majorité associe le terme culture à la tradition, suivie par la langue et le patrimoine. Cela démontre avant tout que l'évocation de la culture en soi n'est pas vraiment associée aux insti-

tutions en place, mais à la vague idée d'une identité nationale.

Par contre, ce qu'il est intéressant de noter, c'est que 53 pour cent des sondés plaident « clairement pour une contribution plus importante de la part des entreprises privées et des mécènes » dans le financement de la culture. Il semble donc que la libéralisation de la culture soit déjà entrée les mœurs (woxx 1372). Même si le secrétaire d'État à la Culture, Guy Arendt, a assuré que le mécénat n'était vu que comme une source d'argent complémentaire par son ministère, il reste la question des garde-fous.

Car si le mécénat avance rapidement dans le financement de la culture, jusqu'à présent aucune instance de surveillance de cette tendance n'existe. Pourtant, les exemples à l'étranger existent, tandis qu'ici la question de l'indépendance de la culture face aux entreprises et aux tentatives de « whitewashing » de celles-ci ne se pose pas encore.

Et tout ça donc pour mieux préparer les fameuses assises culturelles. À en regarder le programme plutôt maigre, on est en droit de douter que ce rendez-vous soit vraiment aussi « incontournable » que le ministre l'a fait savoir à nos confrères du « Wort ».

De toute façon, le ministère lui-même, qui devra se charger de l'évaluation de ces discussions, n'est pas près d'être soulagé dans sa charge de travail. D'après nos sources, l'information publiée par le Land de la semaine dernière, selon laquelle le poste du premier conseiller Bob Krieps, vacant à partir de fin juillet, ne serait pas occupé est vraie. Mais en plus, Bettel et Arendt planifieraient une réorganisation en cabinet sur le même modèle que le ministère d'État.

SHORT NEWS

EU und Klima: Alles high ambition?

(lm) - Ehrgeizigere Ziele hatte die NGO-Plattform Votum Klima vor dem Klima-Ministerrat vom 20. Juni gefordert: Die EU-Verpflichtung zu einer Senkung des CO₂-Ausstoßes um 40 Prozent bis 2030 befindet sich nicht im Einklang mit dem Pariser Abkommen! Denn die dort vorgesehene Begrenzung der Erderwärmung auf 1,5 bis 2 Grad sei mit den derzeit vorliegenden nationalen Klimaschutz-Selbstverpflichtungen nicht zu erreichen (woxx 1353). Außerdem müsse der Reformvorschlag für den europäischen Emissionshandel überarbeitet werden, unter anderem durch Vorkehrungen gegen einen Quoten-Überschuss. Doch die EU, in Paris eine wichtige Protagonistin der „High ambition coalition“ (woxx 1350), scheint sich mittlerweile mit einem „low profile“ zufrieden zu geben. Laut Pressemitteilung der Luxemburger Regierung beschloss der Rat, das Pariser Abkommen möglichst schnell zu ratifizieren, und startete eine „Orientierungsdebatte“ über den Emissionshandel. Bei dieser soll sich nach Informationen des „Climate action network“ unter anderem Carole Dieschbourg für eine Verbesserung eingesetzt haben. Was eine Anhebung der EU-Verpflichtung angeht, so scheint die EU diese auf 2023 verschieben zu wollen. Das Problem: Wenn bei der ersten Revisionsdiskussion 2018 keiner der großen Akteure bereit ist, seine Selbstverpflichtung zu erweitern, ist das Abkommen so gut wie tot.

LSAP-Aufstand gegen Freihandelsverträge?

(lm) - Mit dem Frühling sind auch die „Frondeurs“ in der LSAP wieder erwacht. Zur Erinnerung: Im Juli 2015 hatten interne Kritiker einen Brief an die Parteileitung gerichtet, in dem sie einen Linksruck forderten und die Positionen zur Eurokrise, zum TTIP und zur Steuerreform hinterfragten (woxx 1329). Unter dem Namen Lénkssozialisten haben die „Frondeurs“ nun einen weiteren Brief zum Thema Freihandelsabkommen veröffentlicht. Dabei zeigen sie sich sowohl über das Ja von Jean Asselborn zu CETA (woxx 1372) als auch über die diesbezügliche Motion der Chamber (woxx 1375) enttäuscht. Beides berücksichtige nicht die von der LSAP Arbeitsgruppe „Questions communautaires“ erarbeiteten „roten Linien“ und entspreche nicht der Beschlusslage des LSAP-Kongresses. In der Tat hatten die TTIP-Kritiker im März einen Initiativantrag durchgesetzt, der vorsieht, einen Kongress über die Freihandelsabkommen entscheiden zu lassen. Die Lénkssozialisten möchten, dass ihre Partei jetzt die Ergebnisse der Arbeitsgruppe diskutiert und dann eine Position festlegt. Sie befürchten nämlich, „dass die Regierung eine Haltung zum CETA-Freihandelsabkommen einnimmt und einem Kongress der LSAP dann nur noch die Rolle zukommt, die Regierungspositionen abzunicken“. Ob wohl das Projekt CETA, wie seinerzeit das AKW Remerschens, von einem LSAP-Kongress zu Fall gebracht werden wird?

Réfugiés : Kartheiser teste ses préjugés

(lc) - En fin de compte, il faudrait bien remercier le député ADR Fernand Kartheiser de régulièrement élever au rang de questions parlementaires des préjugés de comptoir. Car c'est la meilleure façon de désarmer les a priori. Ainsi, il a voulu savoir pourquoi le Luxembourg ne suivait pas ses voisins allemands en déclarant « pays sûrs » les États du Maghreb (Algérie, Maroc et Tunisie). Dans leur réponse, les services du ministère des Affaires étrangères indiquent qu'il n'est pas prévu pour l'heure de changer les choses, avant de préciser deux points essentiels : une cellule du ministère évalue en permanence la situation des droits de l'homme dans lesdits pays et même un demandeur d'asile qui vient d'un « pays sûr » peut accéder au statut de réfugié. Car les demandes ne sont pas analysées uniquement en fonction du passeport : c'est la situation de l'individu qui prévaut. Dans une autre question, Kartheiser a voulu savoir si l'histoire du « Spiegel », selon laquelle la Turquie n'enverrait que des migrants « problématiques » en Europe en vertu du « deal » avec l'UE, était vraie. Là aussi, le ministère nuance et parle d'individus « de niveaux très différents ».